

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE  
DE LA SEINE-SAINT-DENIS  
DIRECTION DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL  
195 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER**

**93014 BOBIGNY CEDEX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
ACCORD CADRE PROCEDURE MAPA : 01-2026**

**ACCORD CADRE N°:**

**PROCEDURE : ADAPTEE**

**TYPE DE MARCHE : TRAVAUX**

**OBJET DE L'ACCORD CADRE :**

**TRAVAUX DIVERS D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENT, DE  
REAMENAGEMENT DES SITES DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE  
MALADIE DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

**FEVRIER 2026**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	POUVOIR ADJUDICATEUR - MAITRISE D'OUVRAGE .....	3
ARTICLE 2 -	OBJET .....	3
ARTICLE 3 -	ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE & MODALITES D'EXECUTION .....	3
ARTICLE 4 -	MONTANT DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 5 -	DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 6 -	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES ET PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 7 -	FORME DU PRIX ET CONDITIONS DE VARIATION .....	5
7.1 -	FORME DU PRIX .....	5
7.2 -	REVISION DES PRIX PAR LOTS.....	6
7.3 -	MODIFICATIONS DU PRIX .....	8
ARTICLE 8 -	CLAUDE DE REEXAMEN.....	8
ARTICLE 9 -	DEMANDES DE PAIEMENT MENSUELLES ET DÉCOMPTE GÉNÉRAL ET DÉFINITIF .....	9
9.1 -	DEMANDES DE PAIEMENT.....	9
9.2 -	REGLEMENT DES COMPTES.....	9
9.3 -	CONDITIONS DE REGLEMENT .....	9
ARTICLE 10 -	AVANCES .....	9
ARTICLE 11 -	NANTISSEMENT/CESSION DE CRÉANCES.....	10
ARTICLE 12 -	RETENUE DE GARANTIE.....	10
ARTICLE 13 -	SOUS-TRAITANCE .....	10
ARTICLE 14 -	DÉLAI D'EXÉCUTION .....	11
ARTICLE 15 -	PÉNALTÉS DE RETARD.....	11
15.1 -	EN CAS DE RETARD DANS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	11
15.2 -	PÉNALTÉS SPÉCIALES.....	11
15.3 -	AUTRES PÉNALTÉS : .....	12
ARTICLE 16 -	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX .....	12
ARTICLE 17 -	ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE SUR LE CHANTIER.....	12
ARTICLE 18 -	RÉCEPTION DES OUVRAGES OU TRAVAUX.....	12
ARTICLE 19 -	ASSURANCES- DELAI DE GARANTIE .....	13
19.1 -	ASSURANCES.....	13
19.2 -	DÉLAI DE GARANTIE .....	13
ARTICLE 20 -	CLAUDE DE CONFIDENTIALITE.....	13
ARTICLE 21 -	DEVELOPPEMENT DURABLE .....	14
ARTICLE 22 -	RÉSILIATION.....	15
22.1 -	RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE AVEC MISE EN DEMEURE : .....	15
22.2 -	RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE SANS MISE EN DEMEURE : .....	15

ANNEXE 1 : Livret de sécurité du prestataire

## **ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR - MAITRISE D'OUVRAGE**

L'autorité compétente du pouvoir adjudicateur est le Directeur Général de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis, 195 avenue Paul Vaillant Couturier 93014 Bobigny cedex – et, par délégation, la Directrice du Secrétariat Général (même adresse).

La comptable assignataire est la Directrice Comptable et Financière de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis (même adresse).

### Maîtrise d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage de l'opération est la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine Saint Denis représentée par son Directeur Général.

### Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par le Département Immobilier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. La présente Procédure Adaptée est passée en application des articles R. 2113-4, R. 2113-5, R. 2113-6 et R 2123 du code de la commande publique, et à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale.

## **ARTICLE 2 - OBJET**

Le présent accord-cadre a pour objet des opérations de travaux divers d'entretien, de rénovation, d'aménagement et/ou de réaménagement de locaux à réaliser dans les sites de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande. Il sera attribué par lot. Une entreprise peut se voir attribuer un ou plusieurs lot(s).

Dérogations possibles au principe d'exclusivité.

L'Organisme se réserve la possibilité de faire appel à d'autres prestataires dans les cas où les titulaires, pour leur lot respectif, ne pourraient intervenir dans les délais imposés :

Mise en sécurité de locaux pour assurer le clos ou le couvert

Dégorgement de canalisations

Neutralisation de fuites d'eau

Mise en sécurité de stores extérieurs

En cas d'opération immobilière spécifique d'importance, il pourra être lancé une consultation indépendante de l'accord-cadre. (Marché à procédure adaptée ou appel d'offres).

L'allotissement est le suivant :

Lot n°1 : Démolition - Maçonnerie

Lot n°2 : Menuiserie bois

Lot n°3 : Serrurerie, métallerie- menuiserie aluminium

Lot n°4 : Electricité courants forts et courants faibles

Lot n°5 : CVC - Plomberie

Lot n°6 : Sols souples

Lot n°7 : Peintures, revêtements intérieurs

Lot n°8 : Plafonds suspendus – cloisons amovibles

Lot n°9 : câblage courants faibles et courants forts associés

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions techniques et indications contenues dans les pièces contractuelles.

Le délai de validité des offres est de 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 3 - ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE & MODALITES D'EXECUTION**

Les prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre sont réalisées au moyens de bons de commande.

Les bons de commande sont émis par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis durant la période de validité de l'accord-cadre sur la base du bordereau des prix figurant en annexe de l'Acte d'Engagement.

Les Titulaires s'engagent à exécuter l'ensemble des bons de commande émis par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis pendant la durée de l'accord-cadre et ce même si le délai d'exécution des bons de commande va au-delà de la date de fin de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont envoyés aux Titulaires par mail à l'adresse indiquée. Ils peuvent être adressés aux Titulaires du lundi au vendredi, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception, ou notifiés en main propre.

Les bons de commande comportent à minima :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la désignation de lot ;
- la désignation de la (ou des) prestation(s) commandée(s) ;
- le(s) prix unitaires des prestations demandées ;
- la /les quantité(s) des prestations ;
- le(s) délai(s) d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande en euros hors taxes ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- toutes mentions et précisions utiles.

la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis peut, en outre, après émission d'un bon de commande et avant l'exécution des prestations décider d'émettre un bon de commande rectificatif. La modification d'un bon de commande ne donne pas lieu à aucune indemnisation de la part de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis.

## **ARTICLE 4 - MONTANT DE L'ACCORD-CADRE**

Le montant maximum cumulé de l'accord-cadre ne pourra être supérieur ou égal à 4.000.000 € HT sur sa durée.

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis ne s'engage sur aucun montant minimum.

Le montant total maximum des bons de commande émis par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis pour toute la durée de l'accord-cadre (prolongation éventuelles incluses) est strictement inférieur à 4.000.000 HT (4 800 000 € TTC).

La non-atteinte de ce montant ne donne lieu à aucune indemnisation au profit du Titulaire.

<b>Lots</b>	<b>Montant Maximum TTC par lot pour une durée de 4 ans</b>
Lot n°1 : Démolition - Maçonnerie	300 000 €
Lot n°2 : Menuiserie bois	50 000 €
Lot n°3 : Serrurerie, métallerie- menuiserie aluminium	150 000 €
Lot n°4 : Electricité courants forts et courants faibles	900 000 €
Lot n°5 : CVC - Plomberie	500 000 €
Lot n°6 : Sols souples	700 000 €
Lot n°7 : Peintures, revêtements intérieurs	900 000 €
Lot n°8 : Plafonds suspendus – cloisons amovibles	500 000 €
Lot n°9 : câblage courants faibles et courants forts associés	799 000 €

## **ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

La durée de l'accord cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification, reconductible 3 fois par période de douze (12) mois.

Les Titulaires de l'accord-cadre ne peuvent pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique.

La non reconduction de l'accord-cadre ne donne pas lieu à aucune indemnité au profit des Titulaires.

Le Pouvoir adjudicateur peut dénoncer le contrat par lettre recommander par papier ou électronique en faisant part de sa décision aux titulaires de ne pas reconduire l'accord-cadre, au moins trois (3) mois avant l'échéance de la période en cours.

## **ARTICLE 6 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES ET PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE**

Les pièces contractuelles et constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, elles prévalent les unes par rapport aux autres, dans l'ordre suivant, et ce, en cas de contradiction entre elles :

### Pièces particulières

- Les Actes d'Engagement et leurs annexes,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- l'offre technique et financière du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants

Un exemplaire de ces documents, conservés par l'organisme dans ses archives, fait seul foi,

### Pièces générales

- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité sociale,
- Le code de la commande publique,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés de travaux du 01/04/2021
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux du bâtiment,
- les documents et normes mentionnés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent marché.

## **ARTICLE 7 - FORME DU PRIX ET CONDITIONS DE VARIATION**

### **7.1 - Forme du prix**

Les prix initiaux sont révisables à l'échéance annuelle en application des formules indiquées à l'article ci-après.

Les prix<sup>1</sup> sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- les échafaudages et dispositifs de sécurité ;
- les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.) ;

---

<sup>1</sup> Les prix sont réputés comprendre aussi toutes les dépenses, travaux, services et fournitures accessoires, résultant de l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation parfaite du ou des ouvrages, y incluant notamment les sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de lieu et de temps où s'exécutent les travaux considérés.

- les frais d'assurances et d'accidents ;
- les frais d'études et de reproduction de documents ;
- les frais d'essais ;
- les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum) ;
- les frais de chantier, frais généraux et bénéfice ;

et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

La décomposition du prix forfaitaire a valeur contractuelle. Elle sera utilisée en cours d'exécution d'accord-cadre comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.

## 7.2 - Revision des prix par lots

Les prix initiaux de l'Accord Cadre sont révisables à l'échéance annuelle en application des formules indiquées ci-après.

La valeur des indices est publiée dans la revue Le Moniteur ou dans le bulletin de la statistique publiée par l'INSEE.

Les coefficients résultant de ces calculs s'appliquent à tous les prix H.T d'origine.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mars 2026. Ce mois est appelé "mois zéro" (Mo).

### Lot 1 Démolition Maçonnerie

$$P = P_o \times \left[ 0,15 + 0,85x(0,70x \frac{BT03-1}{BT03-o} + 0,30x \frac{BT09-1}{BT09-o}) \right]$$

**P** = Prix révisé

**P<sub>o</sub>** = Prix d'origine

**BT03-1** = Valeur de l'indice Maçonnerie blocs et briques publié à la date anniversaire.

**BT03-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

**BT09-1** = Valeur de l'indice Carrelage publié à la date anniversaire.

**BT09-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo).

### Lot 2 Menuiserie bois

$$P = P_o \times \left[ 0,15 + 0,85x(\frac{BT18a-1}{BT18a-o}) \right]$$

**P** = Prix révisé

**P<sub>o</sub>** = Prix d'origine

**BT18a-1** = Valeur de l'indice Menuiserie bois publié à la date anniversaire.

**BT18a-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo).

### Lot 3 Serrurerie métallerie – menuiserie aluminium

$$P = P_o \times \left[ 0,15 + 0,85x(0,50x \frac{BT42-1}{BT42-o} + 0,50x \frac{BT43-1}{BT43-o}) \right]$$

**P** = Prix révisé

**P<sub>o</sub>** = Prix d'origine

**BT42-1** = Valeur de l'indice Menuiserie en acier et serrurerie publié à la date anniversaire.

**BT42-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

**BT43-1**= Valeur de l'indice Menuiserie aluminium publié à la date.

**BT43-o**= Indice d'origine (au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

#### Lot 4 Electricité

$$P = P_o \times \left[ 0,15 + 0,85x \left( \frac{BT47-1}{BT47-o} \right) \right]$$

**P** = Prix révisé

**P<sub>o</sub>** = Prix d'origine

**BT47-1** = Valeur de l'indice Electricité publié à la date anniversaire.

**BT47-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

#### Lot 5 Plomberie – Chauffage - Ventilation - Climatisation

$$P = P_o \times \left[ 0,15 + 0,85x \left( 0,60x \frac{BT38-1}{BT38-o} + 0,20x \frac{BT40-1}{BT40-o} + 0,20x \frac{BT41-1}{BT41-o} \right) \right]$$

**P** = Prix révisé

**P<sub>o</sub>** = Prix d'origine

**BT38-1** = Valeur de l'indice Plomberie sanitaire publié à la date anniversaire.

**BT38-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

**BT40-1** = Valeur de l'indice Chauffage central publié à la date anniversaire.

**BT40-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

**BT41-1**= Valeur de l'indice Ventilation et conditionnement d'air publié à la date anniversaire.

**BT41-o**= Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

#### Lot 6 Sols souples

$$P = P_o \times \left[ 0,15 + 0,85x \left( \frac{BT11-1}{BT11-o} \right) \right]$$

**P** = Prix révisé

**P<sub>o</sub>** = Prix d'origine

**BT11-1** = Valeur de l'indice Revêtements en textile synthétique publié à la date anniversaire.

**BT11-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

#### Lot 7 Peintures, revêtements intérieurs

$$P = P_o \times \left[ 0,15 + 0,85x \left( \frac{BT46-1}{BT46-o} \right) \right]$$

**P** = Prix révisé

**P<sub>o</sub>** = Prix d'origine

**BT46-1** = Valeur de l'indice Peintures revêtements muraux publié à la date anniversaire.

**BT46-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

#### Lot 8 Plafonds suspendus - Cloisons amovibles et fixes

$$P = P_o \times \left[ \left( 0,15 + 0,85x \left( 0,50x \frac{BT08-1}{BT08-o} + 0,50x \frac{BT43-1}{BT43-o} \right) \right) \right]$$

**P** = Prix révisé

**P<sub>o</sub>** = Prix d'origine

**BT08-1** = Valeur de l'indice plâtre et préfabriqué publié à la date anniversaire.

**BT08-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

**BT43-1** = Valeur de l'indice Menuiserie aluminium publié à la date anniversaire.

**BT43-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

#### **Lot 9 Câblage courants faibles et courants forts associés**

$$P = P_o \times \left[ 0,15 + 0,85x\left(\frac{BT47-1}{BT47-o}\right) \right]$$

**P** = Prix révisé

**P<sub>o</sub>** = Prix d'origine

**BT47-1** = Valeur de l'indice Electricité publié à la date anniversaire.

**BT47-o** = Indice d'origine au mois d'établissement du prix du marché (Mo)

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donnée pas le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des trois premiers mois à compter de la date de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les travaux réalisés à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

### **7.3 - MODIFICATIONS DU PRIX**

Lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'ouvrage dans la consistance des travaux, le prix nouveau tient compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, par application d'article 16.1 du CCAG. Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 14 du CCAG<sup>1</sup>.

Les prix nouveaux sont forfaitaires et sont établis aux conditions économiques en vigueur lors du mois d'établissement de ces prix.

Les prix d'unité contenus dans les décompositions seront utilisés pour l'établissement des prix nouveaux, en particulier, lorsque les changements présents ne portent que sur les quantités de nature d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le Titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant au marché.

### **ARTICLE 8 - CLAUDE DE REEXAMEN**

A l'échéance annuelle, l'Organisme organise une réunion avec les Titulaires afin d'envisager les modifications éventuelles pouvant être portées à l'accord-cadre.

Ces modifications en cours d'exécution, peuvent porter sur le périmètre des travaux ainsi que sur la décomposition des bordereaux de prix.

Lorsque l'Organisme et les Titulaires sont d'accord, cela fait l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

<sup>1</sup> Il s'agit de travaux supplémentaires pour lesquels aucun prix n'a été prévu dans le marché et dont la réalisation ou la modification sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage. Ils sont décidés par ordre de service.



## **ARTICLE 9 - DEMANDES DE PAIEMENT MENSUELLES ET DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF**

### **9.1 - DEMANDES DE PAIEMENT<sup>1</sup>**

Le titulaire de l'accord-cadre doit obligatoirement adresser toutes les factures rédigées dans la langue française, sur le : Portail Chorus Pro : 32369027100032 – code service S111 SERVICE FACTURATION Ou à défaut par mail à : [gestion-achats.cpam-seine-saint-denis@assurance-maladie.fr](mailto:gestion-achats.cpam-seine-saint-denis@assurance-maladie.fr)

Le règlement des factures s'effectuera déduction faite des éventuelles pénalités dont le titulaire pourrait être redevable. Les prestations afférentes à l'accord-cadre devront être détaillées et payées mensuellement à terme échu.

Elles devront comporter :

- le nom du titulaire,
- le numéro de l'accord-cadre,
- le numéro du lot,
- la prestation effectuée,
- le montant des prestations, établi conformément aux stipulations de l'accord cadre, hors TVA,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'établissement de la facture,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC;

### **9.2 - REGLEMENT DES COMPTES**

Le projet de décompte final vérifié et accepté par l'organisme devient le décompte final.

### **9.3 - CONDITIONS DE REGLEMENT**

En application des articles R.2192-10, R.2192-12 et R.2192-13 du code de la commande publique, les sommes dues par l'administration au titulaire lui sont payées dans un délai de trente (30) jours maximums à compter de la date réception de la demande de paiement par l'administration.

Le point de départ du délai est celui fixé par le décret n° 2002-232 du 21 février 2002, modifié par le décret n° 2008-408 du 28 avril 2008.

Le défaut de paiement dans les délais ci-dessus entraîne le paiement d'intérêts moratoires, au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant (selon le cas), au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé de courir, majoré de 8 points (décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 – article 8).

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013, fixée à 40 €.

## **ARTICLE 10 - AVANCES**

Le titulaire a droit à une avance si le montant du bon de commande est supérieur à 50.000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux mois.

L'avance est égale à 5% du montant du bon de commande toutes taxes comprises.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-3 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 20 %.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance (voir article 6.1 de l'Acte d'Engagement).

<sup>1</sup> Il est bien précisé, conformément à l'article 13.24 du CCAG, que les montants figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas le caractère de paiement définitif.

Les conditions du remboursement de l'avance se font par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant de l'accord-cadre. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché.

## **ARTICLE 11 - NANTISSEMENT/CESSION DE CREANCES**

Le pouvoir adjudicateur remet au titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées une copie de l'original de l'accord-cadre revêtu de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement ».

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement une copie de l'original du marché revêtu de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement ».

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, et ainsi jusqu'à la réception des travaux, le titulaire devra présenter au pouvoir adjudicateur l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis<sup>1</sup>.

## **ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE**

En fonction de la spécificité de chaque bon de commande, il pourra être procédé à une retenue de garantie de 5 % sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une "garantie à première demande".

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au Titulaire de l'accord-cadre ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

## **ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire de l'accord-cadre reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur. <sup>2</sup>

Toute sanction définie par le présent cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

---

<sup>1</sup> Le respect de cette exigence conditionne l'engagement de la procédure d'acceptation du sous-traitant

<sup>2</sup> Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputée au titulaire du marché et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quelque soit le montant de la sous-traitance.

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulte dûment constater par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier l'accord-cadre pour faute aux frais et risques de l'entreprise principale.

Paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur à l'entreprise principale. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

## **ARTICLE 14 - DELAI D'EXECUTION**

Les délais d'exécution seront indiqués à l'émission de chaque bon de commande qui vaut Ordre de Service.

Les pénalités de retard sont calculées au regard du délai d'exécution qui lui est propre tel que fixé au calendrier prévisionnel d'exécution. Seuls les retards fautifs donneront lieu à l'application des pénalités de retard.

L'entrepreneur n'a pas le droit d'obtenir la résiliation de l'accord-cadre pour retard dans la notification du démarrage des travaux.

Toute prolongation du délai d'exécution résultant soit de sujétions techniques imprévues, soit de modifications affectant l'ouvrage à la demande du maître de l'ouvrage, ou encore résultant de la force majeure, et affectant le montant initial du marché fera l'objet d'un avenant notifié au titulaire.

## **ARTICLE 15 - PENALITES DE RETARD**

Tout délai d'exécution prévu par le présent accord-cadre et/ou par le bon de commande pour la réalisation d'une prestation déterminée donnera lieu le cas échéant à l'application des pénalités suivantes.

Aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

En application de l'article 19.1.1 du CCAG Travaux, les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

### **15.1 - EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX**

Dans le cas où l'entrepreneur serait empêché d'intervenir, hors intempéries, dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au pouvoir adjudicateur dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

Il sera appliqué automatiquement à l'entrepreneur, après mise en demeure préalable, par jour ouvré de retard une pénalité forfaitaire de 500,00 € HT.

L'avance sur le calendrier détaillé d'exécution ou sur le délai global d'exécution ne donnera droit à aucune prime.

### **15.2 - PENALITES SPECIALES**

Des pénalités seront appliquées en cas d'absence aux rendez-vous de chantier dans les conditions qui suivent :

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier se verra frapper d'une pénalité de 150€ par absence.

Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif.  
Tout retard de plus d'une demi-heure ou départ anticipé et non autorisé par le Maître d'œuvre sera considéré comme une absence.

### **15.3 - AUTRES PENALITES :**

Des pénalités sont automatiquement appliquées par le maître d'œuvre et sous sa responsabilité dans les cas suivants :

- a. Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier :  
par infraction constatée et par jour franc : 150 €
- b. Sous traitance occulte :  
Dans le cas où le pouvoir adjudicateur ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui), le titulaire de l'accord-cadre se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1.500 € pour chaque infraction constatée ceci nonobstant des mesures coercitives prévues par le CCAG travaux.
- c. Nettoyage de chantier :  
Dans les cas où l'entreprise tenterait de se soustraire à l'obligation de nettoyage (enlèvements de leurs gravats, déchets, etc.), le maître de l'ouvrage, après constat indiqué sur le compte rendu du chantier suivi d'une mise en demeure et dans le cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie d'effet sous 8 jours, fera procéder lui-même par une entreprise spécialisée au nettoyage de chantier aux frais de l'entreprise responsable.

## **ARTICLE 16 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX**

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure notifiée par ordre de service, sans préjudice d'application des pénalités prévues supra.

## **ARTICLE 17 - ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE SUR LE CHANTIER**

Le titulaire ne peut se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du Code du Travail et du Code de la Santé Publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

### **Lutte contre le travail dissimulé**

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de 15 jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

Ainsi que la liste nominative des salariés étrangers que le candidat retenu emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-3 et 11 du Code du Travail.

## **ARTICLE 18 - RECEPTION DES OUVRAGES OU TRAVAUX<sup>1</sup>**

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre devra procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

---

<sup>1</sup> Application des articles 41 et 42 du CCAG travaux, sauf dérogations expresses indiquées dans le présent CCAP

La réception sans réserve ne peut être prononcée que si les essais et épreuves prévus à l'accord-cadre s'avèrent concluants (vérification des performances ou rendements prévus...).

Le délai de levée des réserves est fixé à compter de la date de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Les réserves seront notifiées à l'entrepreneur par la ou les réceptions partielles avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Dans le cas où les travaux n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, la personne signataire de l'accord-cadre peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, la personne signataire du marché se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

## **ARTICLE 19 - ASSURANCES- DELAI DE GARANTIE**

### **19.1 - ASSURANCES**

Sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans l'accord-cadre doivent justifier, avant la notification et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise,

par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance, en complément des dispositions de l'article 8 du CCAG Travaux.

**La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion de l'accord-cadre.**

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

### **19.2 - DELAÏ DE GARANTIE**

Les délais de garantie des travaux et de parfait achèvement prennent effet à compter de la date de la réception sans réserve (article 44.1 du CCAG Travaux). Le Procès-Verbal de réception signés par l'ensemble des parties en fera mention.

La responsabilité de l'entrepreneur entraînera la remise en état ou le remplacement de tout ou partie de l'ouvrage qui présenterait un vice de matière ou de pose.

L'entrepreneur prendra à sa charge les frais de port, de déplacement et d'hébergement de son personnel d'intervention.

Par contre, l'entrepreneur ne sera pas tenu responsable des conséquences dues à la malveillance ou à des événements exceptionnels ou catastrophes naturelles.

## **ARTICLE 20 - CLAUDE DE CONFIDENTIALITE**

1 . Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les

informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2 Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
  - ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
  - ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
  - ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3 Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4 Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

A cet égard, la fiche jointe à l'acte d'engagement, doit être obligatoirement retournée signée.

## ARTICLE 21 - DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Titulaire prend en compte dans l'exécution de sa prestation des objectifs de développement durable, et met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour y parvenir.

Il veille particulièrement au respect de ces objectifs quant aux emballages utilisés, et s'engage à indiquer à l'Organisme, les mesures prises au sein de son entreprise concernant la démarche environnementale. De même, sur l'axe social, il s'emploiera à mettre en place des actions visant à la formation de ses personnels, à l'amélioration de leurs conditions de travail, à favoriser l'insertion des personnes en situation de handicap.

## **ARTICLE 22 - RESILIATION**

Il sera fait application des dispositions du CCAG travaux, notamment les articles 49 et 50.

La personne signataire du marché se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure).

### **22.1 - RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE AVEC MISE EN DEMEURE :**

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- a. le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ainsi que celles fixées aux articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail ;
- b. le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- c. le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- d. le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

### **22.2 - RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE SANS MISE EN DEMEURE :**

La personne signataire de l'accord-cadre peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son accord-cadre (bon de commande), à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux Marchés Publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification de l'accord-cadre ;